



REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté - Egalité - Fraternité

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
N° 2017 – 74**

Séance du 20 juillet 2017

Président de séance : MEISSONNIER Jean-Luc	Convocation : 13 juillet 2017
Secrétaire de séance : PERRIER Thierry	
Nombre de membres en exercice : 28	Nombre de membres présents ou représentés : 24

Etaient présents : MEISSONNIER Jean-Luc – PERRIER Thierry – GAUTIER Sandrine – KASZUBA Christophe – MONIN Séverine – CONTENSEAU Carole – RIBEIRO David – SUAY Régine – DESTAILLATS Aline – CORDEAU Damien – VANGREVELYNGHE Patricia – AMALVY Marie-Thérèse – RODENAS François – MAZOLLIER Elisabeth – JODAR Mélissa – DUCAMP Ludovic – DE LA CLERGERIE Jean-Luc – VIDAL Stéphane

Pouvoirs de : BASSO Béatrice pour GAUTIER Sandrine – DURIX Olivier pour MEISSONNIER Jean-Luc – SOULIER Alain pour PERRIER Thierry – MARTY Philippe pour RIBEIRO David – MARTINEZ Mickaël pour RODENAS François – PEETERS Fabien pour VIDAL Stéphane

Absents : SIMAR Morgan, ARMAND Aurélie, FOUREL Sylvain, RAMORA Anna

**N° 2017 – 74 : MOTION DU GROUPE MAJORITAIRE CONDAMNANT LES PROPOS
DE BAL 34**

Monsieur Thierry PERRIER, Adjoint au Maire délégué au personnel municipal et relation à l'utilisateur explique que le compte Facebook® « *BAL – Baillarg-Actu'Libre* », animé par M. René LOPEZ, diffuse régulièrement des propos susceptibles d'être pénalement qualifiés de diffamatoires et/ou injurieux, tant à l'égard du Maire qu'à l'égard d'agents municipaux ou même plus largement de la Commune elle-même.

Le groupe majoritaire « Baillargues 2014-2020 » tient à rappeler que la liberté d'expression ne saurait dépasser les limites fixées par la loi du 29 juillet 1881, qui sanctionne notamment les atteintes à l'honneur d'une personne physique ou morale déterminée, par la divulgation d'une allégation de mauvaise foi, ou encore les expressions outrageantes, termes de mépris ou invectives.

Les jurisprudences sont nombreuses venant réprimer des allégations similaires à celles que ce monsieur publie sur son blog.

En conséquence, le groupe majoritaire, à l'occasion de la réunion du Conseil Municipal, propose qu'une motion soit votée pour :

- Condamner les propos diffamatoires et injurieux tenus à l'égard du Maire et des agents de la commune,
- Mettre en demeure M. René LOPEZ de cesser ses agissements.

Le Conseil Municipal ouï l'exposé de Monsieur Thierry PERRIER et après en avoir délibéré avec 2 voix contre de Monsieur Stéphane VIDAL + pouvoir de Monsieur Fabien PEETERS :

- **CONDAMNE** les propos diffamatoires et injurieux tenus à l'égard du Maire et des agents de la commune,
- **MET** en demeure M. René LOPEZ de cesser ses agissements.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an ci-dessus,
Pour extrait conforme, le 24 juillet 2017.

Le Maire,



Jean-Luc MEISSONNIER